

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

N°

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

DAKAR, LE 17 MARS 1961 19.....

27/61

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

A Monsieur le PRÉSIDENT de l'Assemblée Nationale

- D A K A R -

Monsieur le PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, le decret de présentation à l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relative au Statut Général des Fonctionnaires.

Je vous serais obligé de bien vouloir soumettre ce projet à la délibération de l'Assemblée.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération./-

Pour le Président et par délégation
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



[Handwritten signature]

Jean COLLIN

18036

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

DAKAR, LE 17 MARS 1961

94/61

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

A Monsieur le PRÉSIDENT de l'Assemblée Nationale

- D A K A R -

Monsieur le PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le decret de présentation à l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relative au Statut Général des Fonctionnaires.

Je vous serais obligé de bien vouloir soumettre ce projet à la délibération de l'Assemblée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération./-

Pour le Président et par délégation
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



[Handwritten signature]

Jean COLLIN

U. G. T. S.
INTERSYNDICATS DES SERVICES
PUBLICS

Bourse du Travail
33, Rue de Thiong-
D A K A R

Dakar, le 9 MAI 1961

Le Secrétaire Général

Objet:

A Monsieur le Président de la Commission des
Affaires Sociales de l'Assemblée Nationale
du Sénégal

Transmission
d'observations
sur le Statut des
fonctionnaires

D A K A R

Monsieur le Président,

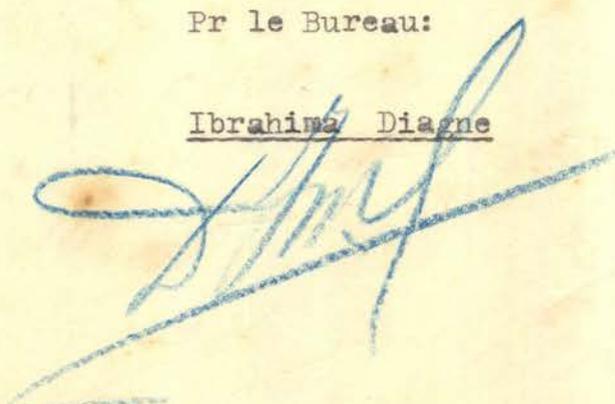
Le Bureau National de l'UGTS vous avait fait parvenir ses observations et suggestions sur le Statut Général des Fonctionnaires qui devait venir en discussion dans votre session actuelle.

Neus vous transmettons copie de ces suggestions et observations et vous demandons de vouloir bien en tenir compte.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre parfaite considération.

Pr le Bureau:

Ibrahima Diagne



U. G. T. S.
INTERSYNDICATS DES SERVICES
PUBLICS

Bourse du Travail
33, Rue de Thiong-
D A K A R

Dakar, le 9 MAI 1961

Le Secrétaire Général

Objet:

Transmission
d'observations
sur le Statut des
fonctionnaires

A Monsieur le Président de la Commission des
Affaires Sociales de l'Assemblée Nationale
du Sénégal

D A K A R

Monsieur le Président,

Le Bureau National de l'UGTS vous avait fait parvenir ses observations et suggestions sur le Statut Général des Fonctionnaires qui devait venir en discussion dans votre session actuelle.

Neus vous transmettons copie de ces suggestions et observations et vous demandons de vouloir bien en tenir compte.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre parfaite considération.

Pr le Bureau:

Ibrahima Diagne



OBSERVATION SUR LE STATUT GENERAL DE
LA FONCTION PUBLIQUE

L'examen du statut général de la Fonction Publique appelle de la part du Bureau National de l'U.G.T.S. les observations suivantes:

ART. 15- Remplacer le 2ème alinéa par le texte suivant: lorsqu'un fonctionnaire a été poursuivi par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé la collectivité publique doit, dans la mesure où une faute détachable de l'exercice de ses fonctions n'est pas imputable à ce fonctionnaire, le couvrir des condamnations civiles prononcées contre lui. //

ART. 20- Cet article s'entend pour les recrutements en ce qui concerne la nationalité sénégalaise requise comme condition d'admission dans un cadre de l'administration de la République du Sénégal. Préciser en ce qui concerne ceux qui sont déjà fonctionnaires avant l'intervention du code de la nationalité le sort qui leur est réservé en cas de non option pour cette nationalité. Envisager une clause de sauvegarde pour la période transitoire du droit des intéressés.

ART. 23- Mettre facilités de formation professionnelle ou syndicale

ART. 24- Au dernier Alinéa

Au lieu de "à défaut à l'indice immédiatement inférieur, il convient indice immédiatement supérieur pour ne pas amputer les droits acquis".

ART; 34- Ajouter à cet article l'alinéa suivant:

Les règles suivant lesquelles les services militaires entrent en compte pour le calcul de l'ancienneté de service retenue pour les avancements sont celles fixées par la réglementation particulière en vigueur en la matière.

ART. 51- ajouter

Lorsque l'autorité ayant pouvoir disciplinaire a prononcé la réduction d'ancienneté d'échelon, l'abaissement d'échelon, le déplacement d'office, la révocation ou l'exclusion temporaire d'un fonctionnaire pour une durée supérieure à huit jours contrairement à l'avis exprimé par le Conseil de discipline l'intéressé peut, après avis conforme du Conseil de discipline, saisir de la décision dans un délai d'un mois à compter de la notification, le Conseil supérieur de la Fonction Publique.

Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à l'exécution immédiate de la peine prononcée par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire.

../. .

Les Observations présentées dans le cas prévues à l'alinéa ci-dessus, devant le Conseil Supérieur de la Fonction Publique par le fonctionnaire intéressé sont communiquées à l'autorité ayant pouvoir disciplinaire, qui produit ses observations dans le délai qui lui est fixé par le conseil Supérieur.

S'il ne s'estime pas suffisamment éclairé sur les faits qui sont reprochés à l'intéressé ou les circonstances dans lesquelles ces faits ont été commis, le Conseil Supérieur de la Fonction Publique peut ordonner une enquête.

Au vu, tant de l'avis précédemment émis par le Conseil de discipline que des observations écrites et orales produites devant lui et compte tenu des résultats de l'enquête à laquelle il a pu être procédé, le Conseil Supérieur de la Fonction Publique émet soit un avis déclarant qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la requête de l'intéressé soit une recommandation tendant à faire lever ou modifier la sanction infligée.

Avis ou recommandation doit intervenir dans le délai de deux mois à compter du jour où le Conseil Supérieur de la Fonction Publique a été saisi.

Ce délai est porté à quatre mois lorsqu'il est procédé à une enquête.

L'avis ou la recommandation émis par le Conseil Supérieur de la Fonction Publique est transmis au Ministre intéressé.

Si celui-ci décide de suivre la recommandation, cette décision a effet rétroactif.

Les avis ou recommandation du Conseil Supérieur de la Fonction Publique et les décisions intervenus doivent être notifiés aux intéressés et versés à leur dossier individuel.

Les délais du recours contentieux ouverts contre la décision de sanction sont suspendus jusqu'à notification soit de l'avis du Conseil Supérieur déclarant qu'il y a pas lieu de donner suite à la requête de l'intéressé, soit de la décision définitive du Ministre.

ART. 57- Ajouter après le 6ème point congé pour examen
congé pour expectative de réintégration

Ajouter après stage de formation professionnelle
Stage de formation syndicale.

Ajouter après congé de maternité
congé de vacances.

../..

- 3 -

ART. 6I- Completer stage de formation professionnelle par la mention syndicale.

13036

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

Ière LEGISLATURE

Ière SESSION ORDINAIRE 1961

--:--:--:--

R A P P O R T

fait

au nom de la Commission de la Législation, de la
Justice, de l'Administration Générale et de la
Fonction Publique (Réglement Intérieur) -

-

Sur le projet de loi n° 27/61/ANS relatif au Statut
Général des Fonctionnaires.

Par M. Lamine DANFAKHA

Monsieur le Président,
Mes Chers Collègues,

Saisie pour avis, la Commission de la Législation, de la Justice, de l'Administration Générale et de la Fonction Publique (Règlement Intérieur) a eu à examiner, dans sa séance du 18 Mai 1961, le Statut Général des Fonctionnaires.

Ce texte, par le sérieux qui a présidé à son élaboration et l'étude minutieuse dont il a été l'objet de la part de la Commission compétente, n'appelle aucune observation de notre part.

Aussi, faisons nous siennes les conclusions du rapport de la Commission du Travail, de la Fonction Publique, de la Santé et des Affaires Sociales et vous engageons à voter le projet de loi soumis à votre délibération.

AB036

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

1ère LEGISLATURE

1ère SESSION ORDINAIRE 1961

=====

R A P P O R T

fait

au nom de la Commission du Travail, de la
Fonction Publique, de la Santé et des
Affaires Sociales

Sur le Projet de loi n° 27/61/ANS relatif au
Statut Général des Fonctionnaires

Par Jacques Ibrahima GAYE.-

Monsieur le Président
Mes Chers Collègues,

Votre Commission a eu, dans sa séance du 15 Mai 1961, à examiner le projet de loi n°27/ANS/61, relative au Statut Général des Fonctionnaires. Ce texte, tant attendu, arrive à son heure, et permet de fixer, définitivement, la situation, en tant que tels, de tous les fonctionnaires de la République du Sénégal, après notre accession à l'indépendance. Il met ainsi fin à la période d'attente imposée par les circonstances, tout en permettant à l'Administration de solutionner les multiples problèmes en instance de règlement, faute de texte codifié en la matière. Ce statut, dont les différents articles ont été examinés avec le sérieux qu'ils méritent, et que requiert le grand intérêt que leur portent les fonctionnaires Sénégalais, a le mérite de la clarté. Il est en net progrès sur le statut antérieur. De plus, il s'adapte le mieux aux réalités et aux possibilités de notre jeune nation. Texte essentiellement progressiste, il a le mérite d'avoir tenu compte des enseignements tirés des expériences vécues, d'avoir amélioré tout ce qui pouvait l'être. Toutes les dispositions antérieures dont l'inadéquation n'était plus compatible avec la souveraineté de notre Etat, ont été élaguées.

Le Statut soumis à notre examen apporte plus de garanties aux travailleurs, et maintient les droits acquis. Il convient, au surplus, de signaler que ce projet a été soumis aux organisations syndicales nationales, et que le Bureau de l'U.G.T.S. a fait parvenir ses suggestions et observations au Président de notre Commission. Celles-ci ont été discutées et étudiées, comparativement avec le texte du projet de loi. Il en a été tenu compte dans la mesure où certaines de leurs dispositions sont compatibles avec la Constitution de la République du Sénégal, à savoir, la distinction à faire entre ce qui est du ressort de la loi, et ce qui est du domaine du règlement.

En tout état de cause, la Commission se félicite de l'élaboration du statut des fonctionnaires, et rend hommage au Responsable du Département de la Fonction Publique, pour avoir su allier en les menageant, dans un texte à la fois condensé, précis et clair, les intérêts des travailleurs et les possibilités de la Nation, que d'aucuns croient, à priori, opposés.

Après ces considérations d'ordre général, j'ai l'honneur, Monsieur le Président, mes Chers Collègues, de vous donner lecture des articles sur lesquels des observations et suggestions nous ont été soumises.

TITRE Ier - Dispositions générales. Article 15 - Paragraphe 2 :

Le Bureau de l' U.G.T.S. demandait de remplacer le 2ème alinéa par le texte suivant : " lorsqu'un fonctionnaire est poursuivi par un tiers pour faute de service et que le conflit d' attribution n'a

.../...

pas été élevé, la collectivité publique doit, dans la mesure où une faute détachable de l'exercice de ses fonctions n'est pas imputable à ce fonctionnaire, le couvrir des condamnations civiles prononcées contre lui. "

Votre Commission a maintenu la rédaction initiale du texte qui a le mérite de la clarté et de la concision. En effet, elle dit clairement et bien, en 3 lignes, ce qui, d'autre part, est traduit en 7 lignes. De plus, elle ne retient même pas le conflit d'attribution mentionné dans le texte proposé par l'U.G.T.S., tout en satisfaisant ce souci des travailleurs.

TITRE II - Recrutement - Article 20

La Nationalité Sénégalaise requise comme condition d'admission dans un cadre de l'Administration de la République du Sénégal appelle, de la part des organisations syndicales, la remarque ci-après et je cite : "Préciser, en ce qui concerne ceux qui sont déjà fonctionnaires avant l'intervention du Code de la Nationalité le sort qui leur est réservé en cas de non option pour cette nationalité. Envisager une clause de sauvegarde pour la période transitoire du droit des intéressés."

Votre Commission estime qu'en l'état actuel des choses, il n'y a pas là de problème. En effet, le code de la Nationalité prévoit la possibilité, pour les ressortissants des territoires limitrophes, d'opter pour la nationalité sénégalaise. Un délai d'option s'entendant sur trois mois leur est ouvert. Aucune autre garantie, sauf qu'à violer une loi que nous avons votée ici-même, ne saurait donc être accordée à ceux qui, refusant le choix ainsi offert d'opter ou non pour la nationalité Sénégalaise, voudraient néanmoins continuer de jouir des avantages découlant des lois sénégalaises. Ils se seraient, d'eux-mêmes, exclus de la communauté sénégalaise.

ARTICLE 23.- Ce point traite des facilités qui pourraient être assurées à tous les fonctionnaires ayant les aptitudes nécessaires, pour leur formation professionnelle.

Le syndicat fait observer qu'il y'a lieu d'ajouter "facilités de formation professionnelle ou syndicale".

La formation professionnelle s'entendant au sens le plus large du terme, votre Commission, après un long échange de vues et un débat largement aéré, a estimé inopportun d'ajouter la mention "formation syndicale". Elle retient, d'autre part, qu'il s'agit, avant tout, d'un texte relatif au statut des fonctionnaires et qu'au surplus, un institut d'Etudes Sociales et Economiques sera ouvert à l'Université de Dakar, où les organisations ouvrières pourront envoyer, pour y faire leur formation syndicale, certains de leurs membres.

ARTICLE 24.- 4ème Alinéa. Les travailleurs demandent la substitution du terme "indice immédiatement supérieur" à celui de "indice immédiatement inférieur" du projet de loi. Ceci, disent-ils, pour ne pas amputer les droits acquis. La citation hors contexte faite par l'U.G.T.S. ne permet pas une bonne compréhension du texte de l'article et laisse supposer une amputation des droits acquis : il n'en est rien, puisqu'aussi bien le même alinéa précise que " le fonctionnaire conserve le bénéfice de

- 3 -

l'ancienneté acquise dans son corps d'origine et éventuellement une indemnité différentielle dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Aussi, la Commission maintient-elle le texte du projet de loi.

ARTICLE 34.- Il est demandé l'adjonction d'un 2ème alinéa pour indiquer qu'il sera tenu compte de la période passée sous les drapeaux (services militaires obligatoires) pour le calcul de l'ancienneté de service retenue pour les avancements. Il s'agit là d'une règle constante qui est toujours appliquée. Il n'est, pour s'en assurer, que de se référer à l'article 20, en son 3ème, et à l'article 21, également en son 3ème. L'adjonction demandée aurait alors comme seul résultat pratique de rajouter simplement au texte.

TITRE V - DISCIPLINE - art. 51.- Une observation présentée par le syndicat reprend, dans sa forme rédactionnelle, un texte élaboré par l'ancienne Fédération du Mali. Ce texte était valable pour la période où il y avait, d'une part, un Conseil de discipline pour le Soudan, et un Conseil de discipline pour le Sénégal, et, d'autre part, un Conseil de discipline fédéral, au niveau de Dakar, coiffant les deux premiers organismes. Après l'éclatement de l'ex-Fédération du Mali, ce texte n'est plus d'actualité et ne répond plus aux nécessités du moment. Il y répond d'autant moins qu'il existe actuellement une section contentieuse spécialisée à la Cour Suprême de Dakar, qui pourrait, éventuellement, être saisie de toute question disciplinaire par tout fonctionnaire qui estimerait devoir le faire.

TITRE VI - ACTIVITE - ARTICLE 57.- Il est demandé d'ajouter la mention "Congé pour expectative de réintégration" après le 6ème point du texte du projet de loi. Le point 7é (maintient par ordre sans affectation) est applicable au cas de Congé pour expectative de réintégration et au cas des agents en position d'attente. Pour éviter cette répétition, le texte du projet de loi est maintenu.

Notre position au sujet de la formation Syndicale (art.23) est également valable pour ce qui est du stage de formation syndicale. Le texte soumis à votre sanction est un tout, ayant une portée générale sur l'ensemble des agents titulaires de la Fonction Publique. Il ne conviendrait pas de faire état des cas particuliers et des situations isolées, qui ont toujours été examinés dans le plus large esprit de compréhension.

L'.U.G.T.S., organisation syndicale nationale la plus représentative, n'ayant présenté des observations que sur les points sus-indiqués, votre Commission, après audition de Mr. le Ministre du Travail et de la Fonction Publique, sur tous les points où elle désirait obtenir des éclaircissements, vous propose l'adoption pure et simple du projet de loi sur le statut des fonctionnaires tel qu'il vous est présenté.

Dakar, le 16 Mai 1961
Le Rapporteur,

GAYE Jacques Ibrahima

STATUT DES FONCTIONNAIRES

Cf loi n°1961/33 du 15 juin 1961

LOI n° 61-33 du 15 juin 1961 relative au statut général des fonctionnaires.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le présent statut s'applique aux personnes qui, nommées dans un emploi permanent, ont été titularisées dans un grade de la hiérarchie des corps de l'Administration.

Il ne s'applique ni aux magistrats, ni au personnel militaire, ni aux fonctionnaires dont le statut est fixé par des lois spéciales.

Article 2 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Les fonctionnaires sont constitués en corps qui peuvent être groupés dans un cadre unique lorsqu'ils participent au fonctionnement d'un même service administratif ou lorsqu'ils relèvent d'une même technique administrative.

Les cadres et corps administratifs sont organisés par décret après avis du Conseil supérieur de la Fonction publique.

Le décret qui porte organisation d'un cadre de fonctionnaires constitue le statut particulier de ce cadre. Il précise pour les agents titulaires de chaque administration ou service ainsi que, le cas échéant, pour ceux appelés à être affectés dans plusieurs administrations ou services, les modalités d'application des dispositions du présent statut.

Article 3 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

L'accession aux différents emplois permanents mentionnés à l'article 1^{er} ne peut avoir lieu que dans les conditions prévues au présent statut.

Article 4 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Conformément aux dispositions de l'article 39 de la Constitution, le Président de la République nomme à tous les emplois des cadres et corps de la République du Sénégal.

En application de l'article 44 de la Constitution, le pouvoir de nomination peut être délégué aux ministres par décret.

Article 5 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Toute nomination ou toute promotion de grade n'ayant pas pour objet exclusif de pourvoir régulièrement à une vacance est interdite.

Toutefois, les statuts particuliers pourront prévoir exceptionnellement des nominations en surnombre.

Article 6 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le fonctionnaire est, à l'égard de l'Administration, dans une situation statutaire et réglementaire.

Article 7 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le droit syndical est reconnu aux fonctionnaires.

Outre le dépôt légal, toute organisation syndicale de fonctionnaires est tenue d'effectuer, dans les deux mois de sa création, le dépôt de ses statuts et de la liste de ses administrateurs auprès de l'autorité ayant pouvoir de nomination sur les fonctionnaires appelés à en faire partie ou auprès du Ministre chargé de la Fonction publique et du Travail.

Pour les organisations syndicales déjà existantes, la communication des statuts devra être effectuée auprès des mêmes autorités dans les deux mois à compter de la publication du présent statut.

Toute modification des statuts et de la composition des bureaux doit être immédiatement communiquée aux mêmes autorités.

Les syndicats professionnels de fonctionnaires peuvent ester en justice devant toute juridiction. Ils peuvent, notamment se pourvoir contre les actes réglementaires concernant le statut du personnel et contre les décisions individuelles portant atteinte aux intérêts collectifs des fonctionnaires.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la

Constitution et sous réserve des dispositions de l'article 99 de la présente loi, le droit de grève est reconnu aux fonctionnaires.

Toutefois, les fonctionnaires soumis à un statut ne leur interdisant pas le droit de grève ne peuvent cesser collectivement le travail qu'après l'expiration du délai d'un mois suivant la notification, à l'autorité administrative compétente, par la ou les organisations syndicales représentatives, d'un préavis écrit énonçant les motifs et la durée de la grève envisagée. Celle-ci ne peut intervenir ou se poursuivre lorsque l'ordre de grève est rapporté par la ou les organisations qui ont notifié le préavis.

Ceux qui cessent le travail en violation des dispositions de l'alinéa précédent peuvent immédiatement subir toutes sanctions disciplinaires, sans bénéficier des garanties prévues par les articles 46 et 51 de la présente loi.

Il en est de même si la cessation du travail, même intervenant à l'expiration du délai d'un mois prévu au sixième alinéa du présent article, est fondée sur des motifs politiques et non pas sur des motifs professionnels.

D'autre part, l'autorité administrative compétente peut, à tout moment, procéder à la réquisition des fonctionnaires qui occupent des fonctions indispensables à la sécurité des personnes et des biens, au maintien de l'ordre public, à la continuité des services publics ou à la satisfaction des besoins essentiels de la Nation.

La liste des postes ou fonctions ainsi définis est fixée par décret.

La réquisition des fonctionnaires occupant des fonctions figurant sur cette liste leur est notifiée par ordre de service signé par l'autorité administrative compétente.

Toutefois, en cas d'urgence, la réquisition peut résulter de la publication, au Journal officiel, de la diffusion radiophonique ou de l'affichage sur les lieux de travail, d'un décret requérant collectivement et anonymement les personnes occupant tout ou partie des emplois énoncés dans la liste préalablement fixée par décret.

Les fonctionnaires requis conformément aux dispositions ci-dessus et n'ayant pas déféré à l'ordre de réquisition sont passibles d'un emprisonnement de 6 jours et d'une amende de 20.000 francs à 100.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sont passibles des mêmes peines, les fonctionnaires occupant des postes ou fonctions figurant sur la liste prévue au 10^e alinéa du présent article et qui ont interrompu leur travail en violation des dispositions du 6^e alinéa.

Indépendamment des sanctions pénales ainsi fixées, les fonctionnaires concernés sont passibles de sanctions disciplinaires, sans bénéfice des garanties prévues par les articles 46 et 51 de la présente loi.

En aucun cas, l'exercice du droit de grève ne peut s'accompagner de l'occupation des lieux du travail ou de leurs abords immédiats, sous peine des sanctions pénales prévues au 13^e alinéa du présent article, sans préjudice des sanctions disciplinaires qui pourront être prononcées sans le bénéfice de garanties prévues par les articles 46 et 51 de la présente loi.

Article 8 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Aucune distinction pour l'application du présent statut n'est faite entre les deux sexes, sous réserve des dispositions spéciales à prévoir par les statuts particuliers.

Article 9 - (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Il est interdit, à tout fonctionnaire, d'exercer, à titre

professionnel, une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit. Il peut être exceptionnellement dérogé à cette interdiction dans les conditions qui seront fixées par décret réglementant le cumul.

Tout fonctionnaire en activité, en détachement ou dans une position assimilée qui contrevient à l'interdiction visée à l'alinéa précédent, est passible de révocation, après consultation du conseil de discipline.

Article 10 - (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Il est interdit à tout fonctionnaire, quelle que soit sa position, d'avoir, par lui-même ou par personne interposée et sous quelque dénomination que ce soit, dans une entreprise soumise au contrôle de son administration ou service, ou en relation avec son administration ou service, des intérêts de nature à compromettre son indépendance.

De même, il est interdit, à tout fonctionnaire, de solliciter ou d'accepter, en échange de l'exécution du service, soit directement, soit par personne interposée, des usagers du service public, des dons ou prêts, en nature ou en espèces, des services gratuits ou à tarif minoré, ou quelque avantage que ce soit.

Article 11 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Lorsque le conjoint d'un fonctionnaire exerce une activité privée lucrative, déclaration doit en être faite au ministre investi du pouvoir de nomination à l'égard de ce fonctionnaire.

Le Ministre prend s'il y a lieu les mesures propres à sauvegarder les intérêts de l'Administration, après avis du Conseil supérieur de la Fonction publique.

Article 12 - (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Les fonctionnaires concourent au fonctionnement de l'Administration et à la réalisation des objectifs définis par le Gouvernement.

Tout fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Article 13 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le fonctionnaire chargé d'assurer la marche d'un service est responsable à l'égard de ses chefs de l'autorité qui lui a été conférée pour cet objet et de l'exécution des ordres qu'il a donnés.

Il n'est déchargé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés.

Article 14 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Indépendamment des règles instituées dans le Code pénal en matière de secret professionnel, tout fonctionnaire est lié par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les documents, les faits et informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Tout détournement, toute communication contraire aux règlements de pièces ou documents de service à des tiers, sont formellement interdits.

En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, le fonctionnaire ne peut être délié de cette obligation de discrétion ou relevé de l'interdiction édictée par l'alinéa précédent qu'avec l'autorisation du ministre dont il relève.

Article 15 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Toute faute commise par un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, l'expose à une sanction disciplinaire, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale.

Dans le cas où un fonctionnaire est poursuivi par un tiers pour faute de service, la collectivité publique doit couvrir le fonctionnaire des condamnations civiles prononcées contre lui.

Article 16 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Les fonctionnaires ont droit, conformément aux règles fixées par le Code Pénal et les lois spéciales, à une protection contre les menaces, outrages, injures ou diffamations dont ils peuvent être l'objet. L'Administration est tenue, en outre, de les protéger contre les menaces, attaques de quelque nature que ce soit, dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice matériel qui en est résulté dans tous les cas non prévus par la réglementation sur les pensions.

Article 17 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le dossier individuel du fonctionnaire doit contenir toutes les pièces intéressant sa situation administrative.

Ces pièces doivent être enregistrées, numérotées et classées sans discontinuité.

Les décisions de sanctions disciplinaires et de récompenses qui doivent être écrites, sont également versées au dossier individuel du fonctionnaire.

Aucune mention faisant état des opinions politiques, philosophiques ou religieuses de l'intéressé ne devra figurer au dossier.

Article 18 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Il est institué un Conseil supérieur de la Fonction publique. Le Conseil a un caractère consultatif. Il donne son avis à toutes les questions intéressant les fonctionnaires ou la Fonction publique du Sénégal. Il est notamment appelé à donner son avis sur les projets de statuts particuliers des divers cadres de fonctionnaires.

La composition, l'organisation, le fonctionnement et les attributions du Conseil feront l'objet d'un décret pris en Conseil des Ministres.

Article 19 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Il est institué dans chaque cadre de fonctionnaires :

a) une ou plusieurs commissions administratives paritaires ayant compétence dans les limites fixées par le présent statut et par les règlements d'application en matière d'avancement exclusivement ;

b) un ou plusieurs conseils de discipline composés en nombre égal de représentants de l'Administration et de représentants du personnel, choisis parmi ceux de la commission administrative paritaire.

Un décret fixera la composition, les attributions ainsi que le mode de désignation des membres de ces organismes.

Dans ces organismes qui ont un caractère consultatif, les représentants des fonctionnaires en service dans les corps considérés, sont élus au scrutin secret, les organisations professionnelles pouvant présenter des candidats.

Dans l'impossibilité de constituer ces commissions administratives paritaires comme prévu à l'alinéa ci-dessus, il sera procédé, par décret, à la formation de commissions administratives paritaires ad hoc.

Article 20 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Un fonctionnaire ne peut être nommé à un emploi dans un cadre de l'Administration de la République du Sénégal :

1. s'il n'est de nationalité sénégalaise ;
2. s'il ne jouit de ses droits civiques et s'il n'est de bonne moralité ;
3. s'il ne se trouve en position régulière au regard des lois sur les recrutements de l'Armée ;
4. s'il ne remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction et s'il n'est, reconnu indemne de toute affection ouvrant droit à congé de longue durée.

5. s'il n'est âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus. Cette limite peut être prorogée :

a) de la durée des services militaires obligatoires dans la limite de cinq ans ;

b) d'un an par enfant à charge dans la limite de cinq ans ;

c) de cinq ans au maximum dans les cas prévus par les statuts particuliers pour le recrutement dans certains corps et emplois.

Ces programmes, qui peuvent se cumuler, ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de porter la limite d'âge au-delà de 35 ans.

Article 21 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Le candidat devra, en outre, produire pour la constitution de son dossier, les pièces suivantes :

(Loi n° 73-60 du 19 décembre 1973)

1. un extrait d'acte de naissance délivré depuis moins de six mois de date ou, à titre transitoire, un jugement supplétif régulièrement transcrit ;

(Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

2. un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ;

3. un certificat de bonne vie et mœurs ;

4. un état signalétique des services militaires ou toute autre pièce établissant que l'intéressé est en règle au regard des lois et règlements sur le recrutement de l'Armée ;

5. les diplômes et les titres universitaires invoqués ou des copies certifiées conformes de ces diplômes et de ces titres ;

6. un certificat de visite et de contre-visite délivré par les autorités médicales agréées, datant de moins de trois mois, indiquant que l'intéressé :

a) est apte au service administratif pour l'emploi postulé, compte tenu des règles édictées par le statut particulier du corps dont relève ledit emploi ;

b) est indemne de toute affection ouvrant droit à congé de longue durée.

Lorsque le recrutement de l'un des corps soumis au présent statut s'opère par la voie d'une école spéciale ou d'une école d'application, les examens médicaux énumérés ci-dessus doivent être subis préalablement à l'admission à cette école.

Les fonctionnaires qui changent de corps à la suite d'un examen ou d'un concours sont dispensés de la visite et de la contre-visite médicale, sous réserve que le corps auquel ils accèdent n'exige pas une aptitude physique spéciale. Ils sont également dispensés de la production des pièces énumérées aux 1°, 2°, 3°.

Les emplois concourant au fonctionnement d'un même service administratif ou relevant d'une technique administrative déterminée, allant de l'emploi le plus bas au plus élevé, constituent un cadre unique à structure verticale. Les fonctionnaires appartenant à ce cadre, sont soumis au même statut particulier.

Les cadres se subdivisent en corps.

Constitue un corps, l'ensemble des emplois qui sont réservés, par les textes en réglementant l'accès, à des agents soumis aux mêmes conditions de recrutement et qui ont vocation aux mêmes grades.

Les corps sont répartis en cinq hiérarchies : A, B, C, D et E, définies par le niveau de recrutement ou le degré de qualification des emplois groupés, allant des plus élevés au plus bas. Les corps des hiérarchies D et E sont érigés en corps d'extinction.

Le statut particulier de chaque cadre fixera les conditions d'accès aux corps le composant en prévoyant :

- des modalités de recrutement direct : sur titre ou par concours direct ;
- des modalités de recrutement par concours professionnel permettant l'accès à une échelle de rémunération supérieure à celle à laquelle le candidat appartient.

Dans l'impossibilité d'appliquer ces deux modes de recrutement, les statuts particuliers pourront n'en retenir qu'un seul. En tout état de cause, le recrutement par qualification professionnelle qu'elle qu'en soit la forme, demeure interdit.

Les candidats recrutés sur titre ou par concours direct sont nommés stagiaires. Ils bénéficient du traitement afférent à l'indice de stagiaire.

Les candidats fonctionnaires issus du concours professionnel sont nommés à l'échelon de début.

Une indemnité différentielle résorbable par le jeu de l'avancement ou par toute autre augmentation de traitement sera attribuée aux candidats recrutés par voie de concours professionnel si l'indice de début du corps d'accueil est inférieur à l'indice détenu dans le corps d'origine.

Les candidats non fonctionnaires sont nommés stagiaires quel que soit leur mode d'accès dans un corps et ne bénéficient d'aucune indemnité différentielle.

Ces mesures s'appliquent aux candidats issus des écoles de formation.

Article 23 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Les facilités de formation professionnelle et d'accès aux corps hiérarchiquement supérieurs pourront être assurées par réglementation appropriée à tous les fonctionnaires et non fonctionnaires ayant les aptitudes nécessaires.

Article 24 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Pour la constitution initiale d'un corps, il peut être dérogé aux conditions normales de recrutement prévues au présent titre.

Les fonctionnaires nommés dans le nouveau corps doivent toutefois répondre à des conditions d'âge et de formation professionnelle équivalentes en moyenne à celles qui sont exigées des fonctionnaires du même grade dans des corps des hiérarchies comparables.

Les fonctionnaires peuvent être exceptionnellement

autorisés à changer de cadre ou de corps, notamment pour des raisons de santé dûment constatées, sous réserve que les intéressés réunissent les conditions requises pour occuper le nouvel emploi qui doit être d'une hiérarchie équivalente et que le nouveau corps ne soit pas doté d'une échelle indiciaire supérieure à celle du corps d'origine.

Le passage dans le nouveau cadre ou le nouveau corps est constaté dans les formes prévues à l'article 4 et il a lieu par assimilation d'indice ou, à défaut, à l'indice immédiatement inférieur. Le fonctionnaire conserve le bénéfice de l'ancienneté acquise dans son corps d'origine et éventuellement une indemnité différentielle dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Article 25 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Les nominations et les promotions des fonctionnaires appartenant aux divers corps doivent être publiées au Journal officiel.

Sauf dérogation spéciale constatée dans l'acte de nomination ou de promotion, elles prennent effet à compter du jour de la signature.

Article 26 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Sont considérés comme stagiaires, les agents de l'Administration nommés à un emploi permanent d'un corps visé à l'article 1^{er} du présent statut, mais dont la titularisation dans un grade donnant vocation définitive à occuper cet emploi n'a pas encore été prononcée.

Un décret fixera les dispositions communes applicables aux stagiaires. Ce décret précisera les dispositions applicables aux stagiaires membres du Gouvernement, députés, ambassadeurs.

Article 27 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Tout fonctionnaire a droit, après service fait, à une rémunération comportant :

- le traitement ;
- l'indemnité de résidence ;
- les suppléments pour charges de famille.

Peuvent s'ajouter au traitement des indemnités représentatives des frais ou justifiées par des sujétions ou des risques inhérents à l'emploi, de même que l'indemnité différentielle prévue à l'article 24 et, en cas de cumul autorisé, la rémunération du second emploi.

Le régime de rémunération des fonctionnaires, le régime des indemnités définies ci-dessus et la réglementation sur les cumuls sont fixés par les décrets pris au Conseil des Ministres.

Le traitement des fonctionnaires est déterminé par référence à la valeur de l'indice de base de la grille des traitements publics.

Article 28 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le statut particulier de chaque cadre fixera les indices de traitement correspondant à chaque grade et échelon.

Article 29 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

La notation a pour objectif permanent de donner à l'Administration les moyens de juger de la qualité et de l'efficacité du fonctionnaire.

Elle doit se traduire par une note annuelle chiffrée attribuée à tout fonctionnaire en activité ou en service détaché.

Le pouvoir de notation appartient au chef de service

qui est tenu de l'assurer dans les conditions fixées au présent chapitre.

Les fonctionnaires sont notés selon les barèmes correspondant aux fonctions qu'ils assurent et aux hiérarchies auxquelles ils appartiennent :

- un barème intéressant les personnels chargés de fonctions de direction ;
- un barème intéressant les personnels des hiérarchies A et B ;
- un barème intéressant les personnels des autres hiérarchies.

Les critères entrant en ligne de compte pour la détermination de la note sont :

- pour les cadres de direction :
 1. qualités intellectuelles ;
 2. comportement ;
 3. aptitude à diriger ;
 4. qualités professionnelles ;
 5. appréciation globale des supérieurs ;
- pour les fonctionnaires des hiérarchies A et B :
 1. qualités intellectuelles ;
 2. comportement ;
 3. qualités professionnelles ;
 4. appréciation globale des supérieurs.
- pour les fonctionnaires des autres hiérarchies :
 1. comportement au travail ;
 2. connaissances professionnelles et aptitude à l'emploi ;
 3. relations humaines ;
 4. appréciation globale des supérieurs.

Outre les dispositions prévues à l'article 48, la note chiffrée annuelle, portée au bulletin des notes, est communiquée au fonctionnaire. Le bulletin de notes est versé à son dossier.

Un décret fixe les conditions dans lesquelles les dispositions du présent article sont applicables.

Article 30 - (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

La commission administrative paritaire appréciera les droits à l'avancement en fonction des éléments contenus dans le dossier et notamment les dernières notes et les appréciations générales.

Les fonctionnaires en congé de longue durée pour maladie conservent le droit à l'avancement.

Il sera tenu compte, dans ce cas, des dernières notes attribuées et des appréciations avant la maladie ainsi que l'avancement moyen des fonctionnaires de même grade.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux fonctionnaires investis de fonctions publiques électives.

Article 31 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

L'avancement des fonctionnaires comprend l'avancement d'échelon et l'avancement de grade.

Article 32 - (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le grade ou la classe est le titre qui confère à ses titulaires vocation à occuper l'un des emplois qui leur sont réservés.

L'avancement de grade ou de classe a lieu exclusivement au choix et il est prononcé après avis de la commission administrative paritaire siégeant en commission d'avancement.

Article 33 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

L'avancement d'échelon se traduit par une augmenta-

tion de traitement. Il est fonction de l'ancienneté du fonctionnaire. L'avancement d'échelon est, en principe, constaté par l'autorité qui a pouvoir de nomination.

Article 34 - (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

L'avancement des fonctionnaires a lieu de façon continue d'échelon à échelon et de grade à grade ou de classe à classe.

Article 35 - (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

La hiérarchie des grades dans chaque corps et le nombre d'échelons dans chaque grade seront fixés dans les statuts particuliers des cadres qui détermineront également :

1. le minimum d'ancienneté de services effectifs exigible dans chaque corps pour être promu au grade supérieur.

Les services effectués dans le corps d'origine sont considérés comme ayant été effectués dans le nouveau corps d'accueil dans le seul cas où les conditions de recrutement direct, les conditions de recrutement professionnel du corps d'origine, sont supérieures ou semblables à celles du corps d'accueil.

2. la durée du temps à passer dans chaque échelon. Cette durée peut comprendre les services militaires qui ne sont utilisés qu'une seule fois dans la carrière.

Dans toute la mesure du possible, le même rythme d'avancement devra être assuré dans les divers corps de même hiérarchie.

Article 36 - (Abrogé par la loi n° 68-01 du 4 janvier 1968)

Article 37 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

L'avancement de grade ne peut avoir lieu qu'au profit des fonctionnaires inscrits à un tableau d'avancement. Le tableau est arrêté chaque année par l'Administration après avis de la commission administrative paritaire siégeant en commission d'avancement.

Le tableau doit être arrêté le 15 décembre au plus tard pour prendre effet le 1^{er} janvier suivant. Il cesse d'être valable à l'expiration de l'année pour laquelle il est dressé.

Article 38 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Pour l'établissement du tableau, il doit être procédé à un examen approfondi de la valeur professionnelle de tous les agents proposables, compte tenu principalement des notes obtenues par les intéressés et des propositions motivées, formulées par l'autorité ayant pouvoir de notation.

Les commissions d'avancement classent les agents par ordre de mérite.

Les candidats dont le mérite est jugé égal sont départagés par l'ancienneté. L'autorité ayant pouvoir de nomination arrête le tableau.

Les promotions doivent avoir lieu dans l'ordre du tableau.

Article 39 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Les commissions d'avancement seront composées de telle façon qu'en aucun cas un fonctionnaire d'un grade donné ne soit appelé à formuler une proposition relative à l'avancement d'un fonctionnaire d'un grade hiérarchiquement supérieur.

En tout état de cause, les fonctionnaires ayant voca-

tion à être inscrits au tableau, ne pourront prendre part aux délibérations de la commission relative à leur cas particulier.

Article 40 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Les tableaux d'avancement doivent être rendus publics par l'insertion au Journal officiel dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle ils auront été arrêtés.

Article 41 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

En cas d'épuisement du tableau en cours d'année, il peut être procédé à l'établissement d'un tableau supplémentaire.

Article 42 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Tout fonctionnaire qui bénéficie d'un avancement de grade est tenu d'accepter l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade. Son refus peut entraîner sa radiation du tableau d'avancement par l'autorité ayant pouvoir de nomination. Cette radiation peut-être prononcée sans intervention des formes prévues au titre V.

Article 43 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Les sanctions disciplinaires sont :

- pour le premier degré :
 - a) l'avertissement ;
 - b) le blâme.
- pour le deuxième degré :

la réduction d'ancienneté ne pouvant excéder 2 ans ;
- pour le troisième degré :
 - a) la radiation du tableau d'avancement pour 2 ans ;
 - b) la rétrogradation ;
 - c) l'exclusion temporaire de fonction pour une durée maximale de 6 mois ;
 - d) la révocation sans suspension des droits à pension ;
 - e) la révocation avec suspension des droits à pension.

L'exclusion temporaire de fonction quelle qu'en soit la durée reste privative de toute rémunération à l'exclusion des allocations à caractère familial.

Le fonctionnaire révoqué, ou ses ayants cause s'il ne peut faire valoir ses droits à pension, peut prétendre, dans les conditions fixées par le régime de retraite du fonctionnaire, au remboursement des retenues pour la retraite opérées sur son traitement.

L'application de la révocation sans suspension des droits à pension ne fait pas obstacle à l'application éventuelle des dispositions réglementaires relatives à la déchéance du droit à pension.

Article 44 – (Loi n° 68-01 du 4 janvier 1968)

Le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination. Toutefois, pour les sanctions des 1^{er} et 2^e degrés, il peut faire l'objet de délégation à d'autres autorités dans les conditions fixées par décret.

Article 45 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Les sanctions des premier et deuxième degrés sont prononcées sans consultation du conseil de discipline mais, auparavant, le fonctionnaire est tenu, sauf cas de force majeure, de présenter par écrit ses explications sur les faits qui lui sont reprochés. Le refus de présenter les explications demandées entraîne automatiquement l'application d'une sanction du premier ou du deuxième degré.

Article 46 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Les autres sanctions disciplinaires sont prononcées après avis du conseil de discipline.

Article 47 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le conseil de discipline est saisi par un rapport émanant de l'autorité ayant pouvoir disciplinaire qui doit indiquer clairement les faits reprehensibles et, s'il y a lieu, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis.

Article 48 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le fonctionnaire incriminé, éventuellement assisté de son conseil, a le droit d'obtenir, aussitôt que l'action disciplinaire est engagée, la communication intégrale de son dossier et de tous les documents annexes qui devra lui être faite quinze jours au moins avant la réunion du conseil de discipline.

Il peut présenter devant le conseil de discipline des observations écrites ou verbales, citer des témoins et se faire assister d'un défenseur de son choix.

Le droit de citer des témoins appartient également à l'administration.

Article 49 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

S'il ne se juge pas suffisamment éclairé sur les faits reprochés à l'intéressé ou les circonstances dans lesquelles ces faits ont été commis, le conseil de discipline peut ordonner une enquête.

Article 50 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Au vu des observations écrites produites devant lui et compte tenu, le cas échéant, des déclarations verbales de l'intéressé et des témoins ainsi que des résultats de l'enquête à laquelle il a pu être procédé, le conseil de discipline émet un avis motivé sur la sanction que lui paraissent devoir entraîner les faits reprochés à l'intéressé et transmet cet avis l'autorité ayant pouvoir disciplinaire.

Article 51 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

L'avis du conseil de discipline doit intervenir dans le délai d'un mois à compter du jour où ce conseil a été saisi.

Ce délai est porté à trois mois lorsqu'il est procédé à une enquête.

En cas de poursuite devant un tribunal répressif le conseil de discipline peut décider qu'il y a lieu de surseoir à émettre son avis jusqu'à l'intervention de la décision du tribunal.

Article 52 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

En cas de faute grave commise par un fonctionnaire, qu'il s'agisse d'un manquement à ses obligations professionnelles ou d'une infraction de droit commun, l'auteur de cette faute peut être immédiatement suspendu par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire ou en ce qui concerne le personnel détaché, par l'autorité auprès de laquelle est prononcé le détachement, à charge d'en rendre compte dans les meilleurs délais à l'autorité ayant pouvoir disciplinaire.

La décision prononçant la suspension d'un fonctionnaire doit préciser si l'intéressé conserve pendant le temps où il est suspendu le bénéfice de son traitement ou déterminer la quotité de la retenue qu'il subit, qui ne peut être supérieure à la moitié du traitement. En tout état de cause, il continue de percevoir la totalité des suppléments pour charges de famille.

Dans le cas de suspension immédiate, le conseil de

discipline est saisi de l'affaire sans délai. Celui-ci émet un avis motivé sur la sanction et le transmet à l'autorité ayant le pouvoir disciplinaire.

La situation du fonctionnaire suspendu en application de l'alinéa 1^{er} du présent article doit être définitivement réglée dans un délai de quatre mois à compter du jour où la décision aura effet. Lorsqu'aucune décision n'est intervenue au bout de quatre mois, l'intéressé reçoit à nouveau l'intégralité de son traitement et a droit au remboursement des retenues opérées sur son traitement.

Ce remboursement est également dû lorsque l'intéressé n'a subi aucune sanction ou n'a été l'objet que d'un avertissement, d'un blâme ou d'un déplacement d'office.

Toutefois, lorsque le fonctionnaire est l'objet de poursuites pénales, sa situation n'est définitivement réglée qu'après que la décision rendue par la juridiction saisie est devenue définitive.

Article 53 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Les décisions de sanctions sont versées au dossier individuel du fonctionnaire intéressé. Il en est de même, le cas échéant, des avis émis par les conseils de discipline ainsi que de toutes pièces et documents annexes.

Article 54 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le fonctionnaire frappé d'une peine disciplinaire et qui n'a pas été exclu des cadres peut, après trois années s'il s'agit d'un avertissement ou d'un blâme, et cinq années, s'il s'agit de toute autre peine, introduire auprès de l'autorité investie du pouvoir de nomination une demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à son dossier.

Si, par son comportement général l'intéressé a donné toute satisfaction depuis la sanction dont il a fait l'objet, il doit être fait droit à sa demande.

L'autorité investie du pouvoir de nomination statue après avis du conseil de discipline.

Pour répondre aux prescriptions de l'article 17 relatif à la composition du dossier, celui-ci devra être reconstitué dans sa nouvelle composition sous le contrôle du conseil de discipline.

Article 55 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Tout fonctionnaire est placé dans une des positions suivantes :

1. en activité ;
2. en service détaché ;
3. en disponibilité ;
4. sous les drapeaux.

Article 56 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

L'activité est la position du fonctionnaire qui, régulièrement titulaire d'un grade, exerce effectivement les fonctions de l'un des emplois correspondants soit qu'il soit affecté dans un service relevant de l'autorité ayant pouvoir de nomination, soit qu'il soit mis à la disposition d'une autre administration.

Article 57 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Sont assimilées à la position d'activité, les situations suivantes :

1. le congé annuel avec rémunération d'une durée de trente jours par année de service ;
2. le congé de maladie ;
3. le congé de longue durée ;
4. le congé de maternité ;

5. le congé sans rémunération pour affaires personnelles durant lequel il est interdit au fonctionnaire d'exercer une activité privée lucrative ;

6. le congé pour examen ;

7. l'expectative d'admission à la retraite ;

8. le stage de formation professionnelle ;

9. le maintien par ordre sans affectation ;

(Loi n° 73-60 du 19 décembre 1973)

10. le maintien par ordre sans affectation et sans rémunération de la femme d'un fonctionnaire ayant suivi son époux, agent de l'Etat en service dans une mission diplomatique, sans préjudice des droits à la pension de retraite.

Article 58 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le régime des congés énumérés à l'article précédent, ainsi que les conditions dans lesquelles pourront être attribuées des permissions ou des autorisations d'absence, seront déterminés par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 59 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Un décret pris en Conseil des Ministres déterminera les cas dans lesquels les fonctionnaires peuvent être maintenus exceptionnellement par ordre, sans affectation.

Article 60 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Sont obligatoirement mis en expectative d'admission à la retraite les fonctionnaires qui, réunissant les conditions de service exigées pour prétendre à une pension d'ancienneté ont été déclarés définitivement inaptes au service. Dans ce cas, la mise à la retraite devra être prononcée dans les six mois suivant la décision du conseil de santé, période pendant laquelle devront s'effectuer les formalités prévues par la réglementation en vigueur en matière de pension.

Article 61 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Les fonctionnaires qui seront désignés pour suivre des stages de formation professionnelle, organisés dans l'esprit de l'article 23 du présent statut, bénéficieront pendant toute la durée de leur stage de la rémunération d'activité correspondant à leur grade. Des décrets pourront préciser en tant que de besoin des modalités de rétribution des fonctionnaires suivant la nature des stages.

Article 62 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le détachement est la position du fonctionnaire placé hors de son cadre d'origine, mais continuant à bénéficier dans ce cadre de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Article 63 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Tout détachement est prononcé soit d'office, soit sur la demande du fonctionnaire, par l'autorité ayant pouvoir de nomination. Il est essentiellement révocable. En cas de détachement dans un emploi tel que prévu l'article 64 ci-dessous, 3^e, la décision de détachement doit être contresignée par le Ministre dont relève l'emploi de détachement et par le Ministre chargé de la Fonction publique.

(Loi n° 65-12 du 4 février 1965)

Dans les cas prévus à l'article 64, 1^{er}, 2^e et 3^e ci-dessous, le nouvel emploi doit être équivalent à l'ancien.

(Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Dans les cas prévus à l'article 64, 5^e ci-dessous, le détachement est accordé de plein droit.

Article 64 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le détachement ne peut avoir lieu que dans l'un des cas suivants :

1. détachement auprès d'un office, d'une régie, d'un établissement public ou semi-public de l'Etat ayant son autonomie budgétaire ;
2. détachement auprès des communes et des collectivités locales ;
3. détachement auprès d'une administration pour exercer des fonctions autres que celles que le fonctionnaire a normalement vocation d'occuper dans son cadre d'origine.
4. détachement dans les services relevant d'un Etat étranger ou auprès d'organismes internationaux ;
5. détachement pour exercer une fonction de membre du Gouvernement ou une fonction publique élective lorsque ces fonctions empêchent d'assurer normalement l'exercice de la fonction ;
6. détachement pour exercer un mandat syndical lorsque le mandat comporte des obligations empêchant le fonctionnaire d'assurer normalement l'exercice de sa fonction.

Article 65 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Il existe deux sortes de détachements :

1. le détachement de courte durée ou délégation ;
2. le détachement de longue durée.

Article 66 - (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Le détachement de courte durée ne peut excéder un an ni faire l'objet d'aucun renouvellement.

En cas d'empêchement de courte durée, le fonctionnaire peut être remplacé dans son emploi, sauf s'il s'agit d'un détachement d'office.

A l'expiration du détachement, le fonctionnaire détaché sera réintégré dans son emploi antérieur s'il n'a pas été déjà remplacé. S'il est remplacé dans son emploi, l'intéressé est d'office affecté à un emploi similaire à son emploi antérieur.

Article 67 - (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le détachement de longue durée ne peut excéder cinq ans.

Il peut être indéfiniment renouvelé par période de cinq ans, lorsqu'il est prononcé à l'initiative de l'Administration, à condition que les retenues ainsi que la contribution complémentaire pour pension aient été effectuées pour la période de détachement écoulée.

Le détachement de longue durée, prévu à l'article 64 (1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e), prononcé sur la demande du fonctionnaire, ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

Aucun fonctionnaire ne peut être détaché sans avoir accompli au moins cinq années de services effectifs dans son corps.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux fonctionnaires détachés en qualité de député, de membre du Gouvernement et d'ambassadeur.

Le nombre de fonctionnaires détachés pour une période de longue durée ne peut être supérieur à 10 % de l'effectif réel du corps.

Le fonctionnaire qui fait l'objet d'un détachement de longue durée peut être aussitôt remplacé dans son emploi.

Article 68 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

A l'expiration du détachement de longue durée, le fonctionnaire détaché est obligatoirement réintégré, à la première vacance, dans son cadre d'origine. Il a priorité pour être affecté au poste qu'il occupait avant son détachement.

Article 69 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le fonctionnaire détaché est soumis à l'ensemble des règles régissant la fonction qu'il exerce par l'effet de son détachement.

Article 70 - (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le fonctionnaire détaché est noté par le chef de service dont il dépend dans l'administration ou le service où il est détaché. Ses notes sont transmises par la voie hiérarchique à son administration d'origine.

En matière d'avancement, le temps de service passé en détachement est pris en compte pour la totalité de sa durée.

Article 71 - (Loi n° 65-12 du 4 février 1965)

Dans les cas de détachement prévus à l'article 64 (1^{er}, 2^e et 3^e), le fonctionnaire détaché percevra la rémunération de son grade dans son cadre d'origine, et, le cas échéant, soit une indemnité de fonction correspondant à la nature de l'emploi, soit une prime de technicité.

Il n'est pas fait application à cet égard de l'article 93 du Code du Travail.

Dans les cas de détachement prévus à l'article 64 (4^e, 5^e et 6^e), le fonctionnaire détaché perçoit pendant le temps de cette situation le traitement et les indemnités afférents à l'emploi dans lequel il est en service.

Dans tous les cas la rémunération de l'intéressé est supportée par l'organisme dont relève l'emploi de détachement.

Article 72 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le fonctionnaire détaché supporte, sur le traitement d'activité afférent à son grade et à son échelon, dans son cadre d'appartenance, la retenue prévue par la réglementation du régime de retraite auquel il est affilié.

La contribution complémentaire est exigible de l'administration de détachement dans les mêmes conditions, sauf en ce qui concerne le fonctionnaire détaché pour exercer une fonction publique élective ou un mandat syndical.

Article 73 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Lorsque le fonctionnaire est détaché dans un emploi conduisant à pension suivant le même régime, la retenue pour pension est calculée, sauf demande contraire de l'intéressé, sur le traitement afférent à l'ancien emploi.

Article 74 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Les fonctionnaires détachés seront réintégré immédiatement et au besoin en surnombre dans leur cadre d'origine s'il est mis fin à leur détachement par anticipation, pour une cause autre qu'une faute commise dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 75 - (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Les conditions dans lesquelles s'exercent les droits à pension des fonctionnaires détachés sont celles fixées par le régime général des retraites.

Article 76 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

La disponibilité est la position du fonctionnaire qui, placé hors cadres de son administration ou service d'origine cesse de bénéficier dans cette position de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Article 77 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

La disponibilité est prononcée par l'autorité investie du pouvoir de nomination, soit d'office, soit à la demande de l'intéressé.

Il existe en outre, à l'égard du personnel féminin, une disponibilité spéciale prévue par l'article 82.

Article 78 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

La mise en disponibilité ne peut être d'office que dans le cas où le fonctionnaire, ayant épuisé ses droits au congé de longue durée pour maladie, ne peut, à l'expiration de la dernière période, reprendre son service.

Dans le cas de la disponibilité d'office faisant suite à un congé de maladie, le fonctionnaire perçoit pendant six mois la moitié de son traitement d'activité et la totalité des suppléments pour charge de famille. A l'expiration de cette période de six mois, il ne perçoit plus aucune solde, mais il conserve ses droits à la totalité des suppléments pour charge de famille.

Article 79 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

La durée de la disponibilité prononcée d'office ne peut excéder une année. Elle peut être renouvelée à deux reprises pour une durée égale.

A l'expiration de cette durée, le fonctionnaire doit être, soit réintégré dans les cadres de son administration ou service d'origine, soit mis à la retraite, soit, s'il n'a pas droit à pension, rayé des cadres par licenciement.

Toutefois, si à l'expiration de la troisième année de disponibilité le fonctionnaire est inapte à reprendre son service mais qu'il résulte d'un avis du conseil de santé, après examen d'un médecin assermenté, qu'il doit normalement pouvoir reprendre ses fonctions avant l'expiration d'une nouvelle année, la disponibilité pourra faire l'objet d'un troisième renouvellement.

Article 80 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

La mise en disponibilité sur demande de l'intéressé peut être accordée dans les cas suivants :

a) accident ou maladie grave du conjoint ou d'un enfant malade : la durée de cette disponibilité ne peut excéder trois années, mais est renouvelable à deux reprises pour une durée égale ;

b) études ou recherches présentant un intérêt général : la durée de cette disponibilité ne peut excéder trois années, mais peut être renouvelée une fois pour une durée égale ;

c) pour contracter un engagement dans une formation militaire : la durée de cette disponibilité ne peut excéder trois années, mais peut être renouvelée une fois pour une durée égale ;

d) pour toute raison jugée valable par l'Administration : la durée de cette disponibilité ne peut excéder un an, mais est renouvelable une fois pour une durée égale.

L'autorité ayant prononcé la disponibilité peut, à tout moment, contrôler si l'activité du fonctionnaire mis en disponibilité correspond réellement aux motifs pour lesquels il a été placé dans cette position. Les résultats de ces enquêtes sont consignés au dossier individuel de l'intéressé.

Si l'activité de l'intéressé ne correspond pas à ces motifs et si en particulier elle apparaît de nature à compromettre les intérêts de l'Etat, il peut être mis fin aux décisions de mise en disponibilité, sans préjudice de l'application des sanctions disciplinaires ou pénales dont l'intéressé serait passible.

Article 81 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

La disponibilité peut être également prononcée sur la demande du fonctionnaire pour exercer une activité relevant de sa compétence, dans une entreprise publique ou privée, à condition :

a) qu'il soit constaté que cette mise en disponibilité est compatible avec les nécessités du service ;

b) que l'intéressé ait accompli au moins dix années de services effectifs dans l'Administration ;

c) que l'activité présente un caractère d'intérêt public à raison de la fin qu'elle poursuit, ou de l'importance du rôle qu'elle joue dans l'économie du Sénégal ;

d) que l'intéressé n'ait pas eu, au cours des cinq dernières années, soit à exercer un contrôle sur l'entreprise, soit à participer à l'élaboration ou à la passation de marchés avec elle.

La disponibilité prononcée en application du présent article ne peut excéder trois années ; elle peut être renouvelée une fois pour une durée égale.

Article 82 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

La mise en disponibilité est accordée de droit et sur sa demande à la femme fonctionnaire ayant au moins deux enfants dont l'un est âgé de moins de cinq ans ou frappé d'une infirmité exigeant des soins continus.

La mise en disponibilité peut être accordée sur sa demande à la femme fonctionnaire pour suivre son mari si ce dernier est astreint à établir sa résidence habituelle à raison de sa profession en un lieu éloigné du lieu de l'exercice des fonctions de la femme.

Ces mises en disponibilité dont la durée est de deux ans peuvent être renouvelées à la demande de l'intéressée aussi longtemps que sont remplies les conditions requises pour les obtenir.

Article 83 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le fonctionnaire mis en disponibilité sur sa demande n'a droit à aucune rémunération.

Toutefois, dans le cas prévu à l'article 82, alinéa premier, la femme fonctionnaire perçoit la totalité des allocations à caractère familial.

Article 84 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le fonctionnaire mis en disponibilité sur sa demande doit solliciter sa réintégration deux mois au moins avant l'expiration de la période en cours.

Cette réintégration est de droit à l'une des trois premières vacances si la durée de la disponibilité n'a pas excédé trois années.

A l'expiration de la période de disponibilité prévue à l'article 80 d, est considéré comme démissionnaire, le fonctionnaire qui n'a pas sollicité, soit sa réintégration, soit le renouvellement de sa disponibilité lorsque celui-ci est prévu.

Article 85 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le fonctionnaire mis en disponibilité qui, lors de sa réintégration refuse le poste qui lui a été assigné, peut être révoqué après avis du Conseil de discipline.

Article 86 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le fonctionnaire incorporé dans une formation militaire pour le temps de service légal est placé dans la position dite « sous les drapeaux ».

Il perd son traitement d'activité et ne perçoit plus que sa solde militaire.

Le fonctionnaire qui accomplit une période de réserve ou d'instruction est mis en congé avec traitement pour la durée de cette période.

Article 87 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

La cessation définitive de fonctions entraînant radiation des cadres et perte de la qualité de fonctionnaire résulte :

1. de la démission régulièrement acceptée ;
2. du licenciement ;
3. de la révocation ;
4. de l'admission à la retraite ;
5. de la perte de la nationalité.

Article 88 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Sauf dans le cas considéré à l'article 84, dernier alinéa, la démission ne peut résulter que d'une demande écrite de l'intéressé marquant sa volonté non équivoque de quitter les cadres de son administration ou service. Elle n'a effet qu'autant qu'elle est acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination et prend effet à la date fixée par cette autorité.

La décision de l'autorité compétente doit intervenir dans le délai d'un mois.

Article 89 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

L'acceptation de la démission la rend irrévocable. Elle ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'exercice de l'action disciplinaire, en raison de faits qui n'auraient été révélés à l'Administration qu'après cette acceptation.

Si l'autorité compétente refuse d'accepter la démission, l'intéressé peut saisir la commission administrative paritaire. Celle-ci émet un avis motivé qu'elle transmet à l'autorité compétente.

Article 90 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le fonctionnaire qui cesse ses fonctions avant la date fixée par l'autorité compétente pour accepter la démission est licencié. S'il a droit à pension, il peut subir une retenue sur les premiers versements qui lui sont faits à ce titre, à concurrence d'un cinquième du montant de ces versements.

Un décret fixera les modalités d'application des versements considérés.

De même, le fonctionnaire qui abandonne son poste est considéré comme démissionnaire.

Un décret fixera les modalités d'application de l'abandon de poste.

Article 91 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

En cas de suppression d'emplois permanents occupés par des fonctionnaires, ces derniers ne peuvent être licenciés qu'en vertu d'un décret de dégagement de cadres prévoyant notamment les conditions de préavis et l'indemnisation des intéressés.

Article 92 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Le fonctionnaire qui fait preuve d'insuffisance professionnelle est, s'il ne peut être reclassé dans une autre administration ou service, soit admis à faire valoir ses droits à la retraite, soit licencié.

La décision est prise par l'autorité ayant pouvoir de nomination après observation des formalités prescrites en matière disciplinaire.

Le fonctionnaire licencié pour insuffisance professionnelle peut recevoir une indemnité dans des conditions qui sont déterminées par décret.

Article 93 – (Loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

Un décret précisera éventuellement les activités privées qu'un fonctionnaire qui a cessé définitivement ses fonctions ne pourra exercer. Il indiquera en même temps les délais d'interdiction.

En cas de violation de l'interdiction édictée par l'alinéa premier du présent article, le fonctionnaire retraité pourra faire l'objet de retenue sur pension et, éventuellement, être déchu de ses droits à pension.

Article 94 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

L'interdiction édictée par l'article 10 du présent statut s'applique, pendant le délai fixé selon les modalités de l'article précédent et sous peine des mêmes sanctions, au fonctionnaire ayant cessé définitivement ses fonctions.

Article 95 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Dans le cas prévu aux articles 93, deuxième alinéa et 94 du présent statut, la décision de l'autorité compétente ne peut intervenir qu'après avis de la commission administrative paritaire du corps auquel appartenait l'intéressé.

Article 96 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Le fonctionnaire qui cesse définitivement d'exercer ses fonctions peut se voir conférer l'honorariat soit dans son grade, soit dans le grade immédiatement supérieur.

Le fonctionnaire révoqué ou licencié pour insuffisance professionnelle est privée du bénéfice de l'honorariat.

Article 97 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

Un décret pris en Conseil des Ministres fixera les règles applicables aux fonctionnaires du Sénégal en matière de sécurité sociale, en ce qui concerne notamment les risques de maladie, maternité, invalidité, décès.

Article 98 – (Loi n° 83-53 du 18 février 1983)

Les statuts particuliers actuellement en vigueur demeurent applicables dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles de la présente loi.

Article 99 – (Loi n° 65-05 du 18 janvier 1966)

En ce qui concerne les corps dont les fonctionnaires sont investis de fonctions intéressant directement la sécurité et l'ordre public, ainsi que les corps dont les fonctionnaires sont investis de fonctions d'enseignement. Les statuts particuliers pourront déroger à certaines dispositions du présent statut incompatibles avec les nécessités propres à ces fonctions.

Il ne pourra toutefois être dérogé, en ce qui concerne les fonctionnaires investis de fonctions d'enseignement, aux dispositions du dernier alinéa de l'article 7 de la présente loi.

Article 100 – (Loi n° 61-33 du 15 juin 1961)

La présente loi abroge la loi n° 59-64 du 6 novembre 1959 fixant le statut général des fonctionnaires du Mali et toutes dispositions antérieures contraires au présent statut.

(Article 2 de la loi n° 71-31 du 12 mars 1971)

La loi n° 59-01 du 9 janvier 1959 relative à la réquisition des fonctionnaires est abrogée. Jusqu'à leur abrogation ou à leur modification par le décret prévu à l'article 7, 9^e alinéa de la loi n° 61-33 du 15 juin 1961, les règlements pris pour l'application de la loi n° 59-01 du 9 janvier 1959 demeurant en vigueur sous peine des sanctions prévues à l'alinéa 12 de l'article 7 de la loi n° 61-33 du 15 juin 1961.

STATUT PARTICULIER

DECRET n° 77-880 du 10 octobre 1977 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de l'Administration générale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65 ;

Vu la loi n° 61-33 du 15 juin 1961 relative au statut général des fonctionnaires, modifiée ;

Vu la loi n° 64-24 du 27 janvier 1964 relative au régime général des pensions civiles et militaires de retraite, modifiée ;

Vu le décret n° 61-059 du 8 février 1961 portant classement indiciaire des magistrats, du personnel militaire et du personnel civil des administrations et établissements publics de l'Etat relevant du statut général des fonctionnaires, modifié par le décret n° 62-043 du 8 février 1962 et le décret n° 64-339 du 13 mai 1964 ;

Vu le décret n° 62-074 du 27 février 1962 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de l'administration générale ;

Vu le décret n° 63-293 du 11 mai 1963 fixant le régime commun des concours prévus pour l'admission dans les différents corps de fonctionnaires ;

Vu le décret n° 65-857 du 4 décembre 1965 portant délégation des pouvoirs réglementaires du Président de la République en matière de nomination, d'administration et de gestion du personnel, modifié par le décret n° 69-1303 du 18 novembre 1969 et le décret n° 70-774 du 24 juin 1970 ;

Vu le décret n° 69-179 du 18 février 1969 fixant l'âge limite des candidats aux concours professionnels dans la Fonction publique ;

Vu le décret n° 71-669 du 21 juin 1971 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires visés à l'article 26 du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 74-347 du 12 avril 1974 fixant le régime spécial applicable aux agents non fonctionnaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 77-263 du 6 avril 1977 portant classement des écoles et établissements de formation et de certains concours de recrutement ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la Fonction publique en ses séances des 28 janvier et 1^{er} décembre 1976 et 23 février 1977 ;

La Cour suprême entendue en sa séance du 13 mai 1977 ;

Sur le rapport du ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi,

DECRETE :

Article premier – Les fonctionnaires de l'administration générale sont groupés dans un cadre unique composé de six corps tels que définis par l'article 22 de la loi n° 61-33 du 15 juin 1961.

Le statut particulier de ce cadre est déterminé par les dispositions du présent décret.

Art. 2 – Les six corps du cadre des fonctionnaires de l'administration générale, la hiérarchie à laquelle chacun d'eux est rattaché, les modalités de leur recrutement, leur classement indiciaire, sont déterminés conformément au tableau suivant :

Appellation des corps	Hierarchie	Recrutement	Classement indiciaire
Administrateurs civils.....	A1	Brevet de l'Ecole nationale d'Administration et de la Magistrature (ENAM).....	1700-3580
Attachés d'administration ..	A3	Licence en sciences juridiques ou en sciences économiques ou tout autre diplôme admis en équivalence + concours.....	1423-2989
Secrétaires d'administration, rédacteurs et intendants.....	B2	Diplôme du Centre de Formation et de Perfectionnement administratif (C.F.P.A.).....	1141-2615
Commis d'administration..	C2	Diplôme du Centre de Formation et de Perfectionnement administratifs (C.F.P.A.).....	646-1263
Agents d'administration ...	D	Certificat d'études primaires élémentaires ou tout autre diplôme admis en équivalence + concours	399-766
Agents de service.....	E	Sans diplôme.....	262-477

Les effectifs des fonctionnaires devant composer chacune des classes des six corps du cadre de l'administration générale sont fixés chaque année, par arrêté conjoint du ministre chargé des Finances et du ministre chargé de la Fonction publique.